

Chapitre 49

Conclusions

FRA 2000 est la dernière des évaluations mondiales des forêts que la FAO a réalisées à des intervalles d'environ tous les dix ans depuis 1948. Cette évaluation s'est améliorée par rapport aux évaluations précédentes de diverses façons. Tout d'abord, l'évaluation couvre davantage de pays et de paramètres, et a utilisé pour la première fois une définition unique mondiale de la forêt. L'année moyenne des inventaires nationaux dont dérivent les informations utilisées dans l'évaluation est plus proche de l'année de l'établissement des rapports mondiaux, comparé aux évaluations antérieures. Davantage d'appuis que par le passé ont été apportés aux pays pour renforcer les capacités nationales, et de nouvelles technologies, comme la télédétection, ont été largement employées. La fiabilité des résultats est de ce fait certainement plus grande. Néanmoins, de nombreuses lacunes existent encore dans l'information, et il faudra encore améliorer la fiabilité des évaluations futures – voir l'examen du processus et les recommandations (chapitres 50 et 51).

Dans FRA 2000, une définition uniforme de la forêt – couvert arboré supérieur à 10 pour cent – a été utilisée pour toutes les régions du monde⁵⁷. Cette homogénéisation rendra plus fiables les comparaisons entre les prochaines évaluations. Pour la présente évaluation, il a cependant été nécessaire de réviser les estimations de la superficie des forêts tempérées et boréales faites en 1990 en utilisant la définition et la méthodologie adoptées en 2000, car les estimations de 1990 reposaient sur une définition de la forêt considérant une limite inférieure du couvert arboré de 20 pour cent. Des détails sont donnés dans un document de travail de FRA à paraître.

La superficie forestière mondiale totale en 2000 est estimée à environ 3,9 milliards d'hectares, dont 95 pour cent de forêts naturelles et 5 pour cent de plantations forestières.

Environ 47 pour cent des forêts du monde se situent dans la zone tropicale, 9 pour cent dans la zone subtropicale, 11 pour cent dans la zone tempérée et 33 pour cent dans la zone boréale.

Les forêts naturelles du monde continuent à disparaître ou à être converties à d'autres utilisations des terres à un taux très élevé. Pendant les années 90, la perte totale des forêts naturelles existantes a été de 16,1 millions d'hectares par an, dont 15,2 millions dans les tropiques (tableau 49-1). Cela signifie que 4,2 pour cent de la superficie des forêts

naturelles existantes en 1990 avait disparu en 2000. Pour les zones tropicales, la perte de forêts naturelles s'élève à 7,8 pour cent.

Ces pertes ne sont pas dues entièrement à la déforestation, car 1,5 million d'hectares ont été remplacés par des plantations forestières. La déforestation globale était donc de 14,6 millions d'hectares par an dans les années 90 (tableau 49-1), soit 3,6 pour cent sur toute la période entre 1990 et 2000.

La superficie totale des plantations forestières a augmenté de 3,1 millions d'hectares par an en moyenne pendant les années 90, dont 1,5 million d'hectares pris sur la forêt naturelle et 1,6 million d'hectare de boisement sur des terres auparavant non forestières.

L'extension des forêts naturelles, principalement dans les zones auparavant agricoles, s'est effectuée avec un taux de 3,6 millions d'hectare par an à l'échelle mondiale, dont 1 million d'hectares par an dans les zones tropicales. Au niveau mondial, les forêts naturelles et les plantations forestières ont augmenté, ensemble, de 5,2 millions d'hectares par an. Le changement net de la superficie forestière est calculé comme suit: $-14,6 + 5,2 = -9,4$ millions d'hectares par an (tableau 49-1). La réduction nette de la superficie forestière s'élève à 2,4 pour cent pour l'ensemble des années 90.

Bien que les taux de changement mondial estimés pour les années 80 et 90 ne soient pas directement comparables, en raison des nouvelles définitions et méthodologies adoptées ainsi que de l'actualisation des données d'inventaire, il est estimé que la perte nette de forêts (à savoir, la différence entre la perte de forêts due à la déforestation et le gain obtenu grâce au boisement et à l'extension naturelle des forêts) est inférieure pour les années 90 à celle des années 80. L'une des principales raisons de ce phénomène est que les forêts naturelles secondaires se sont davantage étendues ces dernières années. Cette extension pourrait être sous-estimée car elle n'est pas toujours mentionnée dans les rapports nationaux et n'est prise en compte que par un nombre relativement limité de pays. Le processus général semble être un retour de la forêt sur des zones agricoles abandonnées (même si la déforestation reste un problème grave dans les forêts tropicales; voir ci-dessous).

Une implication de cette tendance est que les produits et les services fournis par les forêts pourraient provenir à l'avenir des forêts secondaires, ce qui permettra peut-être de réduire la pression sur les forêts primaires. En outre,

⁵⁷ Les définitions complètes de la forêt et des autres paramètres évalués dans FRA 2000 sont données dans les chapitres concernés.

Tableau 49-1. Changements de la superficie forestière entre 1990 et 2000 dans les zones tropicales et non tropicales (millions d'ha/an)

Domaine	Forêts naturelles				Changement net	Plantations forestières		Changement net	Total forêts
	Pertes			Gains		Gains			
	Déforestation (conversion à d'autres utilisations des terres)	Transformation en plantations forestières	Pertes totales	Extension naturelle		Transformation des forêts naturelles (reboisement)	Boisement		
Tropical	-14,2	-1	-15,2	+1	-14,2	+1	+0,9	+1,9	-12,3
Non tropical	-0,4	-0,5	-0,9	+2,6	+1,7	+0,5	+0,7	+1,2	+2,9
Monde	-14,6	-1,5	-16,1	+3,6	-12,5	+1,5	+1,6	+3,1	-9,4

L'impact biologique des pertes de formations forestières primaires pourrait s'atténuer au cours du temps, à mesure que les forêts secondaires se développent en une variété plus grande de systèmes.

PERTES DE FORÊT NATURELLE

La perte de forêt naturelle est restée à peu près inchangée par rapport aux évaluations précédentes (une légère réduction a été observée mais pourrait ne pas être significative car comprise dans la marge d'erreur de l'estimation). Les processus de perte de forêt naturelle ont été étudiés dans l'étude par télédétection de FRA 2000 (chapitre 46). Cet inventaire a mis en évidence différents processus entre les régions tropicales qui sont généralement le reflet des systèmes d'utilisation des terres et des politiques d'occupation du sol. En Amérique latine, la conversion directe des forêts sur de grandes superficies prédomine. Les conversions directes prévalent également en Afrique mais sur de plus petites superficies. En Asie, la superficie des conversions graduelles (intensification de l'agriculture itinérante) est égale aux conversions directes des forêts à d'autres utilisations des terres. Au niveau mondial, les conversions directes sont les plus importantes et représentent environ les trois quarts de la superficie forestière convertie. La déforestation tropicale est donc, dans une large mesure, le résultat de conversions rapides, planifiées ou à grande échelle, à d'autres utilisations des terres, en particulier l'agriculture. Les politiques visant à maîtriser la déforestation pourraient donc être plus efficaces si elles s'intéressaient aux causes et aux mécanismes de la conversion directe et permanente des forêts à d'autres utilisations des terres.

L'influence de la pression démographique sur l'évolution du couvert forestier a été soulignée dans FRA 1990, en partie car l'évaluation utilisait un modèle basé sur la population pour estimer la déforestation. Dans FRA 2000, ce modèle a été abandonné en faveur de la transparence, et pour sauvegarder l'intégrité et la représentativité des données sources dans les résultats finaux. De nouvelles études indiquent que les liens entre la densité/croissance de la population et la conversion des terres sont faibles, et constituent une simplification excessive de la situation. D'autres facteurs comme le développement de l'économie globale, l'urbanisation, les politiques, la législation, la culture et les traditions peuvent

expliquer une grande partie de la variation des taux de changement de la superficie forestière entre les pays.

Des études intersectorielles plus poussées sont donc nécessaires pour connaître les processus d'utilisation des terres et leur évolution. Les études pourraient porter sur les droits d'usages des terres forestières sous différentes conditions et sur les effets de différents niveaux d'investissements de capitaux et des subventions pour l'agriculture.

VOLUME DE BOIS ET BIOMASSE LIGNEUSE

Le volume de bois, défini comme le volume de bois brut sur pied sur écorce à l'exclusion des branches, a été considéré dans FRA 2000 comme indicateur de la capacité des forêts à répondre à la demande en produits ligneux. Le volume total de bois en 2000 est estimé à 386 milliards de mètres cubes, soit environ 2 pour cent de plus qu'en 1990, puisque les accroissements de volume dans les forêts tempérées et boréales compensent les pertes dans les régions tropicales.

La biomasse ligneuse aérienne, définie comme les parties ligneuses au-dessus du sol des arbres, des arbustes et des arbrisseaux, vivants ou non, est considérée comme un indicateur du carbone stocké et de la contribution des forêts à la stabilité du climat. Cette biomasse est estimée à 422 milliards de tonnes (poids sec), dont 27 pour cent se situent au Brésil. Ce chiffre est d'environ 1,5 pour cent inférieur à celui de 1990 en raison de la perte de forêts tropicales à forte teneur en biomasse.

Les informations sur le volume et la biomasse sont limitées, notamment pour les forêts tropicales. Le besoin de mesures fiables et comparables de ces deux paramètres, et en particulier de leur évolution dans le temps, continuera de s'accroître. Des estimations à l'échelle nationale et régionale du volume de bois, non seulement des forêts naturelles mais aussi, et de plus en plus, des plantations forestières et des arbres hors forêt, sont nécessaires pour l'étude des tendances, la formulation des politiques et la planification. Ce besoin d'estimations de la biomasse ligneuse est lié aux possibilités de financement de la réduction des émissions de carbone au titre du protocole de Kyoto de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), ce qui permettrait à l'avenir de rétribuer les services environnementaux fournis par le secteur forestier dans de nombreux pays.

PLANTATIONS

Suivant les estimations, les plantations forestières couvraient 187 millions d'hectares en 2000, dont 62 cent se trouvaient en Asie. Il s'agit d'une augmentation notable par rapport à l'estimation de 1995 qui avait recensé 124 millions d'hectares. Au niveau mondial, le taux annuel estimé de plantations nouvelles réussies est d'environ 3 millions d'hectares; l'Asie et l'Amérique du Sud représentant 89 pour cent de ce chiffre. La moitié des plantations forestières est destinée à des usages industriels.

L'extension signalée des plantations forestières est remarquable mais, d'après les statistiques, la moitié environ de la superficie déclarée se situe sur des terres auparavant couvertes par de la forêt naturelle. Néanmoins, le taux effectif des plantations réussies est inférieur à celui mentionné dans les rapports nationaux provenant de certains pays, et l'extension est attribuable à un petit nombre seulement de pays. Cependant, en tenant compte aussi de l'extension des arbres hors forêt dans de nombreux pays, une part importante et croissante de l'approvisionnement en bois et en fibres proviendra sans doute à l'avenir des arbres plantés. Par exemple, même si les plantations forestières représentaient seulement 5 pour cent du couvert forestier mondial en 2000, il est estimé qu'elles produisaient près de 35 pour cent du bois rond mondial. Ce chiffre devrait s'accroître pour atteindre 44 pour cent en 2020. Dans certains pays, la production des plantations forestières contribue à la quasi-totalité de l'approvisionnement en bois.

En 1995, dans les pays en développement, un tiers environ des plantations était destiné initialement à la production de bois de feu. Cependant, il convient de noter que la contribution souvent sous-estimée des arbres plantés dans les exploitations, les villages, les jardins familiaux, en bordure des routes et des cours d'eau, ainsi que d'autres sources de bois de feu comme les brindilles et les arbustes, explique dans une large mesure pourquoi la crise du bois de feu si redoutée dans les années 80 dans les pays en développement n'a pas eu lieu.

Les résultats de FRA 2000 tendent à confirmer la prédiction selon laquelle les plantations fourniront, à l'avenir et de façon croissante, une grande partie du bois. Le besoin de recourir aux forêts naturelles pour extraire du bois devrait diminuer, du moins en termes relatifs pour les zones où des investissements ont été et sont encore effectués dans les ressources en arbres plantés.

Un intérêt croissant est porté au développement des plantations forestières comme puits de carbone; cependant, l'échec dans la résolution des débats internationaux sur les instruments juridiques, les mécanismes et le suivi demeure une contrainte.

ARBRES HORS FORÊT

Les arbres hors forêt représentent une importante ressource qui n'est pas comprise dans les définitions de la «forêt» et

des «autres terres boisées» de FRA 2000. Il s'agit souvent, mais pas toujours, d'arbres plantés et comprennent, les arbres dans les villes, les exploitations, le long des routes et dans de nombreux autres endroits qui, par définition, ne font pas partie de la forêt. Les arbres hors forêt contribuent de manière notable à l'environnement, au bien-être social et économique de l'humanité, ainsi qu'à la sécurité alimentaire.

Le programme FRA 2000 n'a pas tenté de réaliser une évaluation mondiale et détaillée des arbres hors forêt, et une telle évaluation n'a jamais été entreprise à ce jour, bien que de nombreuses études aient été menées sur ces arbres dans des pays ou des zones particuliers. Au vu de l'importance des biens et des services fournis par les arbres hors forêt et de leur absence presque totale à l'heure actuelle de la planification et de la formulation des politiques, les évaluations des ressources forestières futures devront aider les pays à évaluer ces arbres afin de rendre l'évaluation mondiale plus complète.

DIVERSITÉ BIOLOGIQUE

Le programme FRA 2000 s'est intéressé à un nombre important d'indicateurs de la diversité biologique, comme les informations sur les forêts par zone écologique, le statut de protection, le «caractère naturel», les espèces menacées et les aspects relatifs à la fragmentation. Il est à souhaiter que les informations fournies dans le présent rapport contribueront à une meilleure connaissance de la situation et de l'évolution de la diversité biologique des forêts. Deux études ont été entreprises dans le cadre de FRA 2000; l'une porte sur le nombre de fougères, palmiers, arbres, batraciens, reptiles, oiseaux et mammifères présents dans les forêts par pays, et l'autre examine les caractéristiques spatiales des forêts qui définissent un aspect du «caractère naturel», applicables au niveau mondial.

L'évaluation de la diversité biologique des forêts au niveau global présente une série de difficultés conceptuelles qu'il faudra surmonter pour assurer le succès des évaluations à venir.

AMÉNAGEMENTS DES FORÊTS

Une évaluation des tendances dans l'aménagement des ressources forestières a mis en évidence la prise en compte légèrement croissante du concept, et du besoin, d'aménagement durable des forêts. Par exemple en 2000, 149 pays étaient impliqués dans au moins une des neuf initiatives écorégionales visant à développer et mettre en œuvre des critères et des indicateurs d'aménagement durable des forêts, bien que le degré d'application varie considérablement. La superficie forestière mondiale soumise à des plans d'aménagement officiels ou non a apparemment augmenté – un autre indicateur des efforts déployés pour améliorer la forêt. Il a été signalé que 89 pour cent des forêts des pays industrialisés sont aménagées

suivant un «plan d'aménagement officiel ou non». Les chiffres pour les pays en développement sont loin d'être complets. Néanmoins, les résultats préliminaires montrent que 123 millions d'hectares au moins, soit environ 6 pour cent de la superficie forestière totale, sont soumis à un «plan d'aménagement officiel approuvé au niveau national pour une durée d'au moins cinq ans». La différence entre les définitions de «plan d'aménagement» utilisées rend difficile la comparaison entre les deux groupes.

Il ne faut pas non plus oublier que l'existence d'un plan d'aménagement des forêts, qu'il soit officiel ou non, ne signifie pas nécessairement que la forêt soit gérée de façon durable. L'étude n'a pas indiqué si les plans sont appropriés, s'ils sont appliqués comme prévu ou s'ils conduisent aux résultats escomptés; certaines zones qui sont, selon les rapports, soumises à un plan d'aménagement peuvent ne pas être gérées de manière durable, alors que d'autres, non couvertes par un plan officiel, peuvent l'être.

Etant à l'origine un outil de commercialisation, la certification pourrait aussi contribuer à promouvoir l'aménagement durable des forêts. La superficie mondiale de forêts certifiées s'est accrue pour atteindre environ 80 millions d'hectares en 2000.

La pratique de l'aménagement durable des forêts, ainsi que la quantité et la qualité des informations sur le sujet devraient continuer à s'améliorer grâce à la mise en œuvre croissante de critères et d'indicateurs dans de nombreux pays. Cependant, si l'on veut obtenir une amélioration significative, il faudrait accroître la sensibilisation politique à l'enjeu [par le biais par exemple de sessions du Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF)], améliorer la diffusion des informations et des expériences, renforcer les capacités et soutenir davantage des programmes de terrains efficaces en matière d'aménagement des forêts, surtout (mais pas seulement) dans les pays en développement.

AIRES PROTÉGÉES

Le projet cartographique FAO/PNUE-WCMC (Centre mondial de surveillance continue de la conservation de la nature) a indiqué, qu'au niveau mondial, 12 pour cent de la superficie forestière appartient à l'une des catégories des aires protégées de l'UICN. Cependant, certaines disparités, entre les résultats de l'analyse de la carte mondiale et les superficies signalées par les correspondants nationaux de FRA 2000, montrent des différences dans l'interprétation de la classification de l'UICN et sa mise en œuvre dans le contexte national. Une amélioration continue des définitions et des approches d'évaluation est fortement souhaitable.

Au niveau mondial, la proportion de forêts présentes dans les aires protégées, estimée pour FRA 2000, dépasse 10 pour cent, chiffre qui a été proposé comme un objectif minimal pour les aires forestières protégées. Cependant, il convient de noter que les statistiques au niveau global peuvent ne pas être représentatives de la protection accordée

aux forêts dans différentes zones écologiques ou différents pays. Il faut aussi souligner que les six catégories de l'UICN décrivent plusieurs niveaux de protection, et que les forêts légalement protégées ne sont pas toutes gérées efficacement.

INCENDIES DE FORÊT

L'ampleur des dommages matériels, les perturbations économiques et les menaces sur la santé publique engendrées par les dus aux feux de forêt qui ont éclaté pendant la dernière décennie, ont attiré l'attention du grand public. On a pris de plus en plus conscience que ces incendies sont fréquemment dus aux effets imprévus des politiques publiques relatives à l'utilisation des terres, appliquées dans d'autres secteurs que le secteur forestier. Les effets biologiques favorables des feux de forêt sous certaines conditions ont également été mieux reconnus. Cependant, malgré une attention plus forte du public et une coopération intersectorielle et internationale sans précédent, il subsiste un manque de données mondiales fiables sur l'étendue et l'impact des incendies ainsi que sur l'utilisation du feu comme outil de défrichage et de gestion de la végétation.

La formulation de politiques intégrées d'utilisation des terres et l'évaluation de l'utilisation du feu comme outil devraient continuer à s'améliorer. Il est à espérer que ces progrès auront un effet sur les déclenchements des incendies de forêt, mais davantage d'informations sont également nécessaires afin de pouvoir effectuer une évaluation fiable des tendances.

APPROVISIONNEMENT EN BOIS

D'après une étude sur la superficie forestière accessible pour l'approvisionnement en bois et pour d'autres utilisations, il a été estimé que 51 pour cent des forêts du monde se situent à moins de 10 km d'importantes infrastructures de transport et sont donc potentiellement accessibles pour l'approvisionnement en bois. Ce chiffre atteint 75 pour cent si l'on considère les forêts se trouvant à moins de 40 km des infrastructures de transport. L'accessibilité la plus élevée concerne les forêts subtropicales (73 pour cent à moins de 10 km d'une infrastructure de transport) et la plus faible est observée pour les forêts boréales (34 pour cent à 10 km des moyens de transport).

Puisque l'exploitation est l'une des interventions de gestion des forêts les plus importantes, les informations concernant les prélèvements de bois et l'exploitation ont été analysées pour tous les principaux pays industrialisés. Cependant, rares sont les pays tropicaux qui ont mentionné cette information dans les rapports. De ce fait, une étude a été entreprise pour 43 pays tropicaux, représentant approximativement 90 pour cent des ressources forestières tropicales du monde. L'étude a montré qu'environ 11 millions d'hectares de forêts tropicales ont été exploitées annuellement dans les années 90, avec une intensité d'exploitation variant largement, de 1 à 34 m³ par hectare.

PRODUITS FORESTIERS NON LIGNEUX

Les produits forestiers non ligneux (PFNL) contribuent de façon considérable à la sécurité alimentaire et à la durabilité des moyens d'existence. Peu de pays évaluent les ressources fournissant des PFNL ou contrôlent leur contribution à l'économie nationale, de sorte qu'il a été difficile de réaliser une évaluation mondiale précise. FRA 2000 a fourni un aperçu des PFNL pour lesquels des données avaient été collectées, et a décrit les PFNL les plus importants pour chaque pays, avec une estimation de leur importance économique lorsque les données étaient disponibles. Certains des principaux problèmes liés à la collecte et à

l'analyse des données concernant ces produits ont été identifiés; il faudrait les surmonter pour améliorer les évaluations futures.

Les PFNL jouent un rôle socio-économique important dans de nombreux pays en développement et développés, mais en raison de la rareté des informations les concernant, ils ne sont pas encore inclus de manière efficace dans la formulation et la mise en œuvre des politiques et lors des débats. Comme pour les arbres hors forêt, les futurs programmes de l'Évaluation des ressources forestières devront aider les pays à évaluer leurs PFNL, afin de rendre l'évaluation mondiale plus complète.

Examen du processus de FRA 2000

DISPONIBILITÉ DE L'INFORMATION

Le programme FRA 2000 a été entrepris avec l'ambition de couvrir le plus large éventail de variables relevant du secteur forestier sur le plan international. L'intention était d'élargir l'approche adoptée précédemment, axée principalement sur les statistiques sur les superficies forestières, pour s'attaquer à des questions sur les forêts plus complexes. Les nouveaux thèmes comprennent des aspects qualitatifs des forêts comme la diversité biologique, la biomasse et la disponibilité pour la production de bois, ainsi que des paramètres de gestion comme la situation de l'aménagement forestier et des aires protégées.

FRA 2000 a utilisé les informations nationales les plus fiables et les plus pertinentes sur les ressources forestières. Bien que certains pays aient amélioré notablement leurs inventaires, et que le nombre de rapports sur les ressources forestières aient augmenté dans les années 90, de nombreux pays manquent encore des données de référence nécessaires pour évaluer avec précision l'état et les changements de leurs forêts. La plupart des pays ont actualisé les estimations de leur couvert forestier au cours des années 90, souvent grâce à des cartes réalisées grâce à la télédétection, mais dans de nombreux cas la méthodologie n'est pas directement compatible avec celle des inventaires précédents, ce qui a rendu difficile l'estimation des changements. Il manque des inventaires à différentes dates comparables, et il faudrait améliorer la précision et la profondeur des informations issues des inventaires forestiers.

Si un grand nombre de documents et de publications concernant la superficie forestière a été collecté pour l'étude sur la superficie forestière et son changement, certaines données n'étaient pas représentatives ou provenaient de sources secondaires. Les informations sur les changements de la superficie forestière ont pu être produites avec une relative précision, par contre les données concernant les changements qualitatifs, comme la dégradation des forêts, ont souvent manqué, même dans les pays développés qui utilisent une méthodologie d'inventaire forestier relativement avancée.

Les inventaires systématiques sur le terrain, mesurant le volume, la biomasse et la productivité des forêts, ont été effectués dans de nombreux pays, mais ils ne portent souvent que sur des zones restreintes. De ce fait, les estimations nationales du volume et de la biomasse ont été extrapolées à partir des données d'études locales.

Bien que la diversité biologique ait été traitée en détail,

la plupart des études ne concernent qu'un écosystème particulier ou une espèce, et très peu d'informations quantitatives et systématiques sont produites à l'échelle du pays. Les concepts de base pour les méthodologies d'évaluation à de grandes échelles sont encore au stade de l'élaboration. Des indicateurs simplifiés, comme le nombre d'espèces menacées ou des analyses spatiales sur le degré de perturbation des forêts, ont été proposés pour FRA 2000, mais peu de progrès ont été faits dans l'évaluation de cet aspect important des forêts.

Les informations sur les superficies soumises à des plans d'aménagement ne se sont pas améliorées dans l'ensemble au cours de la dernière décennie, bien que l'accent mis sur la certification ait augmenté la qualité des informations pour les zones incluses dans des systèmes de certification. FRA 2000 a recueilli les estimations des superficies forestières soumises à des plans d'aménagement et certifiées, mais davantage d'efforts sont nécessaires pour évaluer l'efficacité des aménagements sur les grandes zones. Le plus grand nombre d'engagements de la part des pays à appliquer des critères et des indicateurs d'aménagement durable pour leurs forêts, font espérer que la prochaine décennie verra de grands progrès dans ce domaine. Mais pour assurer l'aménagement durable des forêts, il faudra parallèlement accroître les efforts, notamment les financements, pour placer une superficie forestière plus grande sous un aménagement efficace.

L'estimation des superficies de forêts protégées a fait l'objet d'améliorations sensibles. Cependant, la disponibilité des données dans ce domaine est entravée par le manque d'homogénéité dans l'interprétation des pays des catégories de gestion des aires protégées de l'UICN. Jusqu'au récent développement de la nouvelle méthodologie de la Commission mondiale des aires protégées de l'UICN (CMAP 2000) et de la méthodologie d'évaluation rapide de l'Alliance WWF/Banque mondiale inscrit dans le cadre de la CMAP, aucune méthode d'évaluation de l'efficacité de l'aménagement dans les aires protégées, applicable globalement, n'était disponible. Il est encore trop tôt pour déterminer si ces nouvelles méthodes permettront de normaliser l'évaluation de l'efficacité de l'aménagement dans les aires protégées.

Certains paramètres d'évaluation, comme les incendies de forêt, les prélèvements et les produits forestiers non ligneux, pourraient être relativement facilement évalués si les pays étaient disposés et capables d'adopter une approche commune pour le suivi et la diffusion des informations. La

FAO propose de faciliter le développement des définitions et des normes de rapport, et d'œuvrer avec les pays pour les appliquer.

En résumé, les informations disponibles sur le plan mondial et national ne sont pas satisfaisantes pour de nombreux domaines jugés importants pour l'élaboration des politiques forestières. Néanmoins, tant que les informations de référence ne seront pas améliorées pour certains paramètres forestiers importants, comme la diversité, la dégradation et la productivité des forêts, et leur évolution au cours du temps, il existe un danger que les politiques et les accords internationaux, tels que la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et la Convention sur la diversité biologique (CDB), soient influencés par des hypothèses générales ou des extrapolations d'études partielles, incomplètes ou sans fondement scientifique.

ESTIMER LA SUPERFICIE FORESTIÈRE ET DE SON CHANGEMENT

Comme dans les évaluations mondiales précédentes, les estimations de la superficie et du changement de la superficie des forêts constituaient le sujet principal de FRA 2000. Que trop d'importance y soit accordée ou non, ces paramètres continuent à être les plus recherchés dans les évaluations des ressources forestières mondiales. Il est inévitable que ces estimations suscitent des controverses en raison de la sensibilité politique du sujet, notamment en ce qui concerne la déforestation des zones tropicales (Matthews 2001; Stokstad 2001).

FRA 2000 fournit des estimations transparentes permettant de retrouver la trace des données d'origine et de remonter aux documents sources. Cette approche contribuera à la constitution d'un jeu de données internationales primaires et aidera à éviter le recyclage de statistiques inexacts dans de nombreux rapports. En indiquant où la qualité de l'information est faible, la FAO espère inciter à améliorer les données de référence. FRA 2000 est conçu avec l'intention d'établir un processus d'amélioration permanent où les nouvelles informations peuvent être incorporées dès qu'elles deviennent disponibles.

Cette approche ne rend pas les résultats plus fiables mais seulement plus accessibles. La fiabilité provient seulement de l'amélioration de la qualité et de l'actualisation des inventaires nationaux, de la soumission des données à l'évaluation mondiale, ainsi que des informations régionales produites directement par l'équipe de l'évaluation, notamment les analyses des données satellitaires. La collaboration avec les pays et les experts nationaux s'est avérée très productive pour FRA 2000, et les résultats finaux ont été établis à partir de toutes les données disponibles et pertinentes sur la superficie forestière et son changement au niveau du pays.

Comme le conclut le chapitre 1, la précision des estimations mondiales de la superficie forestière et du changement de la superficie forestière est statistiquement valable, même si certains documents sources s'écartent certainement des valeurs réelles. Il est probable qu'une analyse objective montrerait que, dans certains cas, les chiffres présentés par les pays sont trop élevés et que, dans d'autres cas, ils sont trop faibles. Par exemple, selon une étude menée récemment sur une région tropicale humide, les statistiques sur la superficie forestière fournies par les pays ont fortement sous-estimé le recrû de forêts secondaires de cette région. C'est pourquoi, il est important de continuer à améliorer les aspects scientifiques, la méthodologie et l'homogénéité de l'évaluation de la superficie forestière, et de faire en sorte que les résultats de ce travail soient traités aussi objectivement que possible.

FRA 2000 a réalisé des études indépendantes pour confirmer et compléter les informations fournies par les pays. La carte mondiale du couvert forestier, qui a utilisé une couverture complète du globe de données satellitaires à faible résolution, offre une vision d'ensemble de la répartition des forêts, ainsi qu'un outil pour les analyses spatiales à l'échelle mondiale. Cependant, étant donnée la faible résolution spatiale de ces données satellitaires, les résultats n'ont pu être utilisés pour améliorer les estimations de la superficie forestière ou de son changement. En revanche, l'étude par télédétection des changements du couvert forestier dans les zones tropicales de FRA 2000, réalisée à l'aide d'images satellitaires à plus haute résolution, s'est avérée très utile. L'échantillon de 10 pour cent, comparant les mêmes zones échantillonnées en 1990, a fourni des informations statistiquement valables sur les dynamiques des changements de superficies au niveau régional et tropical. Les résultats n'ont pas été utilisés pour estimer la superficie forestière à l'échelle nationale, mais ils ont servi à valider les données des pays, regroupées au niveau régional. Cette validation a été particulièrement utile dans le cas de l'Afrique tropicale, où il aurait été difficile de calibrer autrement l'estimation du changement de la superficie forestière.

La documentation à la base des estimations de la superficie forestière et de son changement est plus étoffée que celle des évaluations mondiales antérieures. Une combinaison de données pertinentes a été utilisée pour émettre les conclusions sur les changements de la superficie forestière de 1990 à 2000, incluant les estimations nationales de FRA 2000 sur les forêts et les plantations, et l'étude par télédétection des zones tropicales.

Les chiffres relatifs au changement net de la superficie au niveau mondial (-9,4 millions d'hectares par an) indiquent une perte nette de forêt inférieure aux résultats des évaluations mondiales précédentes, attribuable principalement au plus fort taux d'extension des forêts. Bien que ce taux de changement plus faible soit issu de

l'évaluation mondiale la plus ambitieuse et la plus précise à ce jour, la signification et l'importance de cette tendance apparente ne sont pas encore connues. Même s'il s'agit d'une tendance réelle, elle peut être due à des conditions temporaires propres aux années 90.

Confirmer une modification du taux de changement est toujours un enjeu, nécessitant de longues séries chronologiques et des analyses prudentes. En étudiant les changements à partir des rapports nationaux, il faut se souvenir que l'année de référence moyenne pondérée en fonction des superficies était 1994 au niveau mondial, et que pour de nombreuses zones (Afrique, par exemple) elle se situe quelques années avant. C'est pourquoi les tendances estimées pour les pays africains se rapportent essentiellement aux années 80, avec des taux de changement extrapolés aux années 90.

Dans FRA 1990, pour parer au manque d'informations actualisées dans de nombreux pays en développement, un modèle avait été utilisé pour prédire le taux de changement par pays, en se basant principalement sur la densité et la croissance de la population, ainsi que sur la zone climatique. Cette méthode pourrait convenir pour une estimation à une date donnée, mais elle n'a qu'une valeur limitée dans l'étude des tendances au cours du temps, car le modèle fournira une série chronologique basée sur les paramètres utilisés plutôt que sur des observations du monde réel. Ce biais potentiel et la volonté de produire des estimations transparentes ont conduit à ne pas adopter dans FRA 2000 l'approche basée sur un modèle utilisée dans FRA 1990, pour estimer les changements de la superficie forestière.

Pour confirmer les estimations à l'échelle des pays, l'étude par télédétection de FRA 2000 a été conçue pour étudier les changements survenus jusqu'à une date la plus récente possible, et comparer les tendances pour les périodes 1980-1990 et 1990-2000 pour les zones tropicales. Le plan statistique a permis d'établir les intervalles de confiance pour ces estimations. Le changement de la superficie forestière pour les années 90 était inférieur à celui des années 80, mais la différence n'était pas significative sur le plan statistique. Si bien qu'aucune réduction de la perte de superficie forestière n'a pu être confirmée pour les zones tropicales sur la seule base de l'étude par télédétection.

Pour l'ensemble de la zone non tropicale, une augmentation considérable des forêts a été signalée pour les années 90. L'année de référence étant beaucoup plus récente pour ces pays, il a été possible de conclure seulement que l'extension des forêts dans les zones non-tropicales était supérieure au cours des années 90 à celle de la décennie précédente.

Enfin, il convient d'examiner les facteurs qui expliquent ce changement dans un contexte social et d'utilisation des terres plus large. Le changement de la superficie forestière dépend, dans une large mesure, de la demande de terres pour d'autres utilisations. Deux tendances appuient la conclusion

selon laquelle le taux de déforestation pourrait décroître. Tout d'abord, une demande plus réduite de terres de la part du secteur agricole et les programmes actifs de reboisement conduisent à une extension des forêts dans les pays des zones tempérées et boréales. Deuxièmement, les processus d'urbanisation résultants du développement des économies nationales dans une grande partie du monde pourraient réduire la demande de terres agricoles dans les zones rurales. Dans ce cas, les terres agricoles qui ne sont plus nécessaires retournent ou sont converties souvent en forêt, alors que les terres affectées à des utilisations urbaines peuvent ou pas être des terres forestières.

En résumé, FRA 2000 a conclu que le changement mondial net de la superficie forestière était plus faible dans les années 90 que dans les années 80 mais que le taux de perte des forêts naturelles est resté pratiquement inchangé.

TÉLÉDÉTECTION

Les techniques de télédétection représentent un domaine riche en promesses pour améliorer les évaluations futures. Elles peuvent fournir des images de caractéristiques physiques et biologiques pour une zone donnée à différentes dates. FRA 2000 a utilisé les techniques de télédétection pour créer de nouvelles cartes des forêts du monde et pour valider les estimations de changement de la superficie forestière. En théorie, la télédétection est un instrument moins onéreux que les inventaires traditionnels au sol lorsqu'elle est appliquée sur de vastes zones (bien que, paradoxalement, ce soient justement des contraintes financières qui ont limité l'étude par télédétection de FRA 2000).

Cependant, la télédétection ne peut s'appliquer qu'à des paramètres bien corrélés aux informations visibles dans les images; cela exclut l'évaluation de certains paramètres essentiels et ne donne qu'une précision et une exactitude limitées pour des variables biophysiques importantes comme le volume de bois et la biomasse. De plus, les approches utilisant des techniques très avancées excluent généralement la participation des populations locales, ce qui limite la propriété et l'utilisation locale des informations. Il faudra donc continuer à l'avenir à combiner les méthodes d'évaluation par télédétection et basées sur le terrain.

FORCES ET FAIBLESSES DE L'APPROCHE DE FRA 2000

Le programme FRA 2000 a été entrepris en réponse à une demande mondiale, représentée en particulier par les recommandations du Comité des forêts (COFO) de la FAO. Lors de sa quatrième session, le Groupe intergouvernemental sur les forêts (GIF) a ratifié le plan de l'évaluation élaboré pendant la Consultation d'experts sur FRA 2000 (Kotka III). L'évaluation devait s'appuyer sur des informations provenant de tous les pays du monde. Il a été reconnu dès le début que la qualité et l'exhaustivité de ces

informations seraient très variables, tout comme il existe des différences notables dans les capacités institutionnelles des pays dans beaucoup d'autres domaines. Il a été aussi reconnu que des efforts considérables seraient nécessaires pour valider et extrapoler les informations fournies par les pays. Le manque d'homogénéité dans la qualité des données et les lacunes dans les informations des pays constituent la principale faiblesse de FRA 2000. Mais le fait que l'évaluation repose précisément sur les informations des pays est également son principal point fort. Il est dans la nature humaine que ceux qui détiennent et fournissent les informations et en sont responsables, sont les plus susceptibles de les utiliser et de les améliorer en vue d'influencer les décisions politiques.

FRA 2000 a également fait appel à la participation active de spécialistes et d'organisations internationales dans toutes les étapes de sa réalisation, en commençant par la consultation d'experts (Kotka III) qui a établi le cadre de l'évaluation. C'est ainsi que les cartes mondiales ont été préparées en collaboration avec le Centre de données EROS aux États-Unis. Les estimations des forêts protégées ont été réalisées de concert avec le Centre mondial de surveillance continue de la conservation de la nature du PNUE (PNUE-WCMC) au Royaume-Uni. Une présentation transparente et prospective des résultats a été adoptée, encourageant l'amélioration continue des informations de référence. À l'avenir, tout individu, organisation ou pays qui produira des informations plus fiables ou actualisées est invité à les mettre à disposition dès qu'elles sont disponibles, pour qu'elles puissent être utilisées pour améliorer la prochaine évaluation mondiale.

AMÉLIORATION DES CONNAISSANCES DANS LES ÉVALUATIONS FORESTIÈRES

FRA 2000 a été confronté à un important problème commun à la plupart des autres processus et programmes forestiers. L'essentiel de la collaboration a eu lieu au sein du secteur forestier traditionnel. Les organismes forestiers nationaux ont fourni des données, et les experts forestiers appartenant à des organisations internationales, à des universités et à des ONG, ont offert leurs compétences. Cependant, la plupart des effets négatifs sur les forêts émanent d'autres secteurs. Néanmoins, la grande majorité des pays qui sont parvenus à stabiliser leur superficie forestière sont des pays développés où les citoyens n'ont pas besoin d'exploiter les ressources forestières pour échapper à la pauvreté. FRA 2000 aurait tiré bénéfice d'une plus grande collaboration intersectorielle. Un défi important pour les prochaines évaluations des ressources forestières consistera à faire participer d'autres secteurs de la société, afin de mieux intégrer l'évaluation à d'autres disciplines, et de trouver de nouveaux moyens d'utiliser les connaissances sur les forêts pour améliorer la vie des citoyens du monde.

L'interaction entre le secteur agricole et le secteur forestier est indispensable pour comprendre comment la terre est utilisée et, par conséquent, les dynamiques des forêts. Le développement économique mène souvent à une agriculture à plus forte intensité de capital et à une réduction de la superficie nécessaire à la production agricole ; dans ces cas (comme dans toutes les zones rurales de l'est des États-Unis, par exemple), les forêts s'étendent souvent sur d'anciennes terres agricoles. Les politiques liées au développement des infrastructures (routes et approvisionnement en énergie par exemple) ont souvent une influence sur l'utilisation et la taille des forêts. Le développement des économies peut créer des opportunités d'emploi dans les zones urbaines et réduire la dépendance vis-à-vis des ressources forestières pour satisfaire des besoins de base, comme le bois de feu. La plupart de ces thèmes sortent du cadre de l'évaluation des ressources forestières mondiales pour l'instant, mais il serait important d'incorporer des études intersectorielles dans les futures évaluations mondiales (et nationales) des forêts.

Sur le plan local, les connaissances relatives aux ressources forestières sont souvent pertinentes, voire indispensables, pour la gestion des forêts. Ces connaissances peuvent aussi jouer un rôle important lorsqu'elles sont regroupées au niveau national et mondial. Par exemple, la répartition des types de sols et la productivité (qui affectent le stockage et les flux de carbone), la localisation et la dynamique des espèces rares (qui influencent la diversité biologique) et les impacts et les avantages de l'utilisation des terres (qui influencent l'aménagement durable des forêts) sont des questions importantes qui font souvent l'objet d'examen et de discussions dans le présent rapport. Les personnes qui vivent et travaillent dans les forêts possèdent d'abondantes connaissances sur ces sujets. Ces connaissances sont normalement présentées sous formes d'études locales ou d'études de cas.

Il est difficile d'envisager comment une évaluation des forêts mondiales pourrait intégrer des questions aussi controversées que l'exploitation illégale, mais il ne faudrait pas les exclure lors de la planification des évaluations futures.

La période actuelle est fertile en matière d'amélioration des connaissances, et elle offre de nouveaux outils pour partager ces informations. Un des grands défis des évaluations forestières futures sera d'accroître la participation des populations locales et des experts d'autres secteurs et disciplines, de partager et d'utiliser les connaissances dans de nouvelles perspectives.

BIBLIOGRAPHIE

Commission mondiale des aires protégées de l'UICN (CMAP). 2000. *Evaluating effectiveness: a framework for assessing management of protected areas*, par M. Hockings avec S. Stolton et N. Dudley. Best Practice

Protected Area Guidelines Series N° 6. Cambridge,
Royaume-Uni, WWF/UICN Forêt.
Matthews, E. 2001. *Understanding FRA 2000*.
World Resources Institute Forest Briefing N° 1.

Washington, DC, WRI.
www.wri.org/pdf/fra2000.pdf.
Stokstad, E. 2001. UN report suggests slowed forest losses.
Science, 291(5512): 2294.

Recommandations pour les évaluations futures

Lors de sa quinzième session en mars 2001, le Comité des forêts (COFO)⁵⁸ de la FAO a été mis au courant des principaux résultats de FRA 2000 ainsi que des propositions faites pour les évaluations à venir. Le COFO a formulé un certain nombre de recommandations (FAO 2001) qui ont servi de point de départ pour celles présentées ci-après. Le COFO a notamment recommandé que le programme FRA continue à être une priorité pour le Département des forêts de la FAO. Il a été demandé à la FAO de fournir une assistance technique et financière continue afin de renforcer les capacités nationales nécessaires à la réalisation des évaluations des forêts.

PORTÉE DES ÉVALUATIONS

FRA 2000 a étendu la portée de son évaluation par rapport aux précédentes, et le COFO a recommandé à la FAO de poursuivre ses efforts dans cette voie, afin d'incorporer divers aspects des ressources forestières comme la diversité biologique, la santé des forêts et l'utilisation de la ressource. Lors des prochaines évaluations, le nombre de paramètres à prendre en compte devrait continuer à croître.

Les besoins d'informations au niveau national et international doivent servir à orienter l'élaboration et la mise en œuvre des inventaires et des évaluations pour que les résultats puissent contribuer à la création de scénarios, aux processus de planification et à la formulation des politiques. Les informations requises doivent être holistiques, multisectorielles et pluridisciplinaires (figure 51-1).

BESOINS D'INFORMATIONS AU NIVEAU NATIONAL

Les besoins d'informations forestières sont déterminés par des objectifs politiques généraux, et les paramètres servent à indiquer, évaluer ou prédire dans quelle mesure ces objectifs ont été ou seront réalisés. Les informations doivent donc nécessairement porter non seulement sur la situation biophysique et le développement des forêts, mais aussi sur les paramètres qui indiquent comment la forêt est utilisée, ainsi que les différents types de bénéfices tirés de cette ressource.

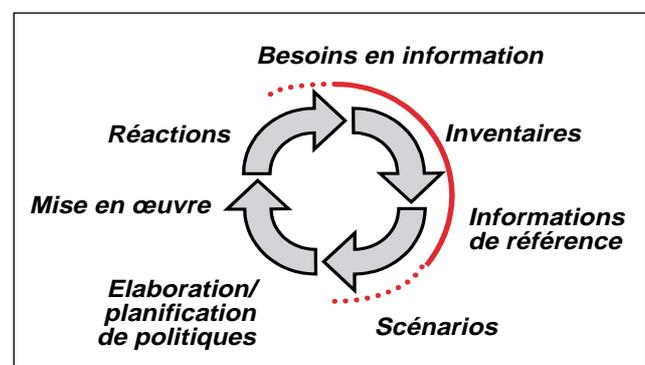
⁵⁸ Le Comité des forêts (COFO) est l'organe statutaire de la FAO le plus important en matière de forêts. Les sessions biennales du COFO (tenues au siège de la FAO à Rome) réunissent les chefs des services forestiers et d'autres hauts fonctionnaires représentant généralement plus de 100 pays, pour identifier les questions émergentes en matière de politique et de technique, chercher des solutions et conseiller la FAO et d'autres sur les mesures qui s'imposent. D'autres organisations internationales et, de plus en plus, des groupes non gouvernementaux participent au Comité des forêts.

Chaque pays doit identifier les informations dont il a besoin pour élaborer et mettre en œuvre des politiques et des programmes efficaces, et notamment pour suivre les critères et indicateurs d'aménagement durable des forêts (conformément au processus auquel le pays a adhéré).

Les informations forestières de chaque pays doivent avoir un certain nombre de caractéristiques essentielles afin de garantir leur fiabilité et leur utilité pour des analyses complexes du secteur forestier et des impacts sur les écosystèmes forestiers. D'une manière plus spécifique, les informations doivent être collectées objectivement, être représentatives de toutes les forêts ou terres, avoir un haut degré de précision et d'exactitude, et doivent traduire les variations significatives des paramètres clés. FRA 2000 a montré clairement que ce type d'information manque dans la plupart des pays, ce qui empêche de fournir les données requises pour les processus politiques nationaux et entrave les évaluations internationales et l'établissement des rapports sur les principaux indicateurs.

Les investissements destinés à obtenir des informations satisfaisant les besoins nationaux, devraient être proportionnels et appropriés aux préoccupations des pays. Par exemple, même s'il est possible de dresser une carte détaillée des forêts et des autres utilisations des terres pour obtenir de meilleures estimations des superficies, les coûts en jeu doivent être pondérés en fonction du coût et de l'importance d'évaluer d'autres variables comme la productivité, la valeur des produits et des services, et les autres indicateurs adoptés pour surveiller la durabilité de l'aménagement des forêts.

Parce que de nombreux paramètres forestiers sont propres à un lieu et subissent aussi l'influence des décisions



Note: La ligne extérieure indique les activités des évaluations des ressources forestières.

Figure 51-1. Gestion des informations forestières au niveau local, national ou international.

prises par les gestionnaires locaux, il faut les inventorier et les suivre à une échelle locale. Ces observations locales doivent ensuite pouvoir être agrégées au niveau national. Par conséquent, les évaluations au niveau national devraient reposer sur un échantillonnage systématique réalisé sur le terrain, où des mesures et des observations directes de paramètres pertinents peuvent être effectuées. Cette approche garantit non seulement la représentativité des estimations, mais aussi la description des variations d'importants paramètres. Les variables à évaluer doivent être pertinents pour les politiques au niveau national ainsi que pour les besoins locaux.

Il faudrait, dans la mesure du possible, prendre en considération les normes et les nécessités des rapports internationaux lors du développement des besoins nationaux d'informations et des processus d'évaluation des forêts. L'emploi de normes et de définitions approuvées sur le plan international est fondamental. Leur utilisation améliorera considérablement la cohérence et la comparabilité des données entre les pays et simplifiera grandement la compilation des évaluations mondiales.

Lors de sa quinzième session, le Comité des forêts (FAO 2001) a recommandé que la FAO joue un rôle de chef de file dans l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives visant à renforcer les capacités des pays en développement et en transition, en mettant l'accent sur l'amélioration de leurs aptitudes à mener des inventaires forestiers de routine portant à la fois sur les ressources forestières et sur l'utilisation des forêts. De telles initiatives devraient être intégrées aux efforts déployés pour stimuler les capacités de gestion des informations et des connaissances à l'échelle nationale (FAO 2000a). Le COFO a demandé à la FAO de développer davantage ce concept et d'en débattre durant les commissions régionales des forêts. L'objectif est d'initier la collecte et la gestion de connaissances systématiques au niveau national, tout en produisant des données qui soient compatibles sur le plan international.

Le renforcement des capacités pour les activités techniques doit commencer sur le terrain et monter à des niveaux supérieurs. Parallèlement, les décideurs doivent s'impliquer davantage, afin de s'assurer que les informations sont pertinentes et disponibles pour leurs besoins.

PÉRIODICITÉ DES ÉVALUATIONS MONDIALES

Les évaluations mondiales précédentes ont été réalisées à des intervalles de dix ans environ. S'il est vrai que cette périodicité a été choisie dans le passé en tenant compte à la fois du coût, des besoins d'établissement de rapports et de la disponibilité de nouvelles informations, les demandes d'informations plus complexes et actualisées ont augmenté. En même temps, les demandes de documentation plus détaillée sur les ressources forestières se sont multipliées avec les forums internationaux, les traités mondiaux et les

autres occasions de débat sur les questions forestières. Il convient donc de reconsidérer la présentation et la périodicité des évaluations des ressources forestières mondiales.

Lors de sa quinzième session en 2001, le Comité des forêts a recommandé à la FAO de commencer à préparer la prochaine évaluation mondiale et d'en présenter un plan à la seizième session du COFO en 2003. À la quatrième session du Groupe intergouvernemental sur les forêts (GIF), il a été recommandé à la FAO de publier des évaluations mondiales tous les cinq ans, au lieu de tous les dix ans, ou de réaliser des «évaluations régionales continues» lors de la cinquième année du cycle de dix ans. Lors de sa vingt-troisième session, le Groupe de travail mixte FAO/CEE de l'économie forestière et des statistiques des forêts (mai 2001), qui représentait les pays industrialisés, a recommandé un cycle de dix ans pour l'évaluation mondiale complète.

Dans la mesure du possible, la prochaine évaluation devrait être coordonnée avec les processus nationaux sur les critères et les indicateurs, avec le Forum des Nations Unies sur les forêts, et avec le soutien des membres participants au Partenariat de collaboration sur les forêts (PCF).

Des statistiques nationales, actualisées et présentées sous forme de tableaux et de rapports détaillés sur des questions choisies concernant l'évaluation, seront publiées tous les deux ans dans la *Situation des forêts du monde* de la FAO.

Au fur et à mesure que les pays mettent à jour leurs inventaires nationaux ou entreprennent d'autres évaluations nationales en relation, les informations devraient être communiquées à la FAO pour qu'elle actualise ses bases de données et affiche ces données sur les pages par pays du site Web de la FAO sur les forêts, www.fao.org/forestry.

DIFFUSION DES RÉSULTATS

Les évaluations mondiales futures devraient poursuivre l'approche adoptée par FRA 2000 et présenter les résultats de façon totalement transparente. Des solutions devront être trouvées pour accroître la diffusion et, en conséquence, l'impact des résultats de FRA, aussi bien sous format électronique que papier, et faciliter l'accès aux techniques d'Internet dans les pays en développement.

PROCESSUS

Conformément aux recommandations formulées par une consultation d'experts en mars 2000 (FAO 2000b), une équipe pluridisciplinaire de spécialistes devrait être constituée pour développer des orientations sur le contenu, les méthodologies, les définitions et d'autres questions pertinentes, afin d'améliorer la qualité des futures évaluations. L'équipe devra interagir régulièrement à travers des réunions ou la constitution de réseaux électroniques. Les membres de l'équipe doivent participer également aux processus de renforcement des capacités et de gestion des connaissances.

Pour faciliter la collecte des informations, la propriété des données pour les variables principales mondiales devrait être mieux distribuée entre les pays, le PCF et la CEE-ONU/FAO. De plus, de nouveaux partenariats devraient être développés pour améliorer les informations principales sur des sujets tels que les aires protégées, les espèces menacées, les incendies de forêt et l'exploitation illégale, en profitant des avantages comparatifs de ces partenaires.

Le Système d'information sur les forêts de la FAO (FORIS) doit continuer à être développé comme plate-forme de suivi et de diffusion efficaces et transparents des connaissances sur la forêt.

ACTIVITÉS IMMÉDIATES PROPOSÉES

Une fois le programme FRA 2000 complété, la FAO prendra les mesures suivantes:

- commencer une évaluation des besoins en information qui tienne compte non seulement des besoins en information mais aussi de la disponibilité des données, des moyens financiers, des ressources humaines, des partenariats, etc., en vue de la préparation de la prochaine évaluation mondiale, des évaluations intermédiaires et des actualisations;
- convoquer une consultation d'experts en 2002 pour évaluer FRA 2000 et l'examen des besoins

d'information, et formuler des recommandations pour les évaluations futures, notamment la prochaine évaluation mondiale;

- faire participer les six commissions régionales des forêts à l'examen de FRA 2000 et à la planification de la prochaine évaluation et du renforcement des capacités nationales en 2002;
- produire des informations de référence et des recommandations générales pour les évaluations futures à soumettre au Comité des forêts en 2003;
- continuer à construire un cadre de travail pour le renforcement des capacités et le mettre en œuvre dans des pays pilotes.

BIBLIOGRAPHIE

FAO. 2000a. *Global Forest Survey – concept paper.*

Document de travail de FRA N° 28. Rome.

www.fao.org/forestry/fo/fra/index.jsp

FAO. 2000b. *Proceedings of the FAO Expert Consultation to review the FRA 2000 methodology for regional and global forest change assessment.* Rome, 6-10 Mars 2000.

Document de travail de FRA N° 42. Rome.

FAO. 2001. *Rapport de la quinzième session du Comité des forêts.* Rome, 12-16 mars 2001. Rome.

www.fao.org/forestry/fo/statbod/Cofo/cofo_sessions-f.stm